

**Art. 11.** Dans l'article 26, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 11 mai 2012, est complété par un quatrième, cinquième et sixième alinéa à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2012 :

« En dérogation à l'alinéa premier; il est interdit dans la Mer du Nord, zones-c.i.e.m. II, IV pendant la période du 1<sup>er</sup> novembre 2012 jusqu'au moment que 85 % du quota est épuisé avant le 30 novembre 2012, que les captures totales de raie par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche dont la puissance motrice est égale ou inférieure à 221 kW, dépassent une quantité égale à 200 kg multiplié par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question.

En dérogation à l'alinéa deux; il est interdit dans le Mer du Nord, zone-c.i.e.m. II, IV pendant la période du 1<sup>er</sup> novembre 2012 jusqu'au moment que 85 % du quota est épuisé avant le 30 novembre 2012, que les captures totales de raie par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche dont la puissance motrice est supérieure à 221 kW, dépassent une quantité égale à 400 kg multiplié par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question.

En dérogation aux alinéas quatre et cinq les quantités maximales autorisées sont doublées pour les navires de pêche qui sont uniquement armés pour le chalutage aux panneaux d'après la Liste officielle des navires de pêche belges 2012. »

**Art. 12.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2012 à l'exception de l'article 2, qui entre en vigueur le 9 octobre 2012. Cet arrêté cessera d'être en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Bruxelles, le 29 octobre 2012.

Le Ministre flamand de l'Economie, de la Politique extérieure, de l'Agriculture et de la Politique de la Ruralité,  
K. PEETERS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 3281

[2012/206157]

#### 18 OCTOBRE 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant diverses dispositions relatives à la fonction publique wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 2 et § 3, modifiés par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'article 522, § 1<sup>er</sup>, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 réglant la valorisation des prestations irrégulières et des prestations de garde et de rappel et l'octroi d'allocations relatives à des travaux spécifiques;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juin 2007 octroyant une allocation de connaissance des langues nationales aux agents et aux membres du personnel contractuel de la fonction publique régionale;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 20 mars 2012;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 mars 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 mars 2012;

Vu le protocole de négociation n° 568 du Comité de secteur n° XVI, conclu le 8 juin 2012;

Vu l'avis 51.684/2 du Conseil d'Etat, donné le 5 septembre 2012, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 réglant la valorisation des prestations irrégulières et des prestations de garde et de rappel et l'octroi d'allocations relatives à des travaux spécifiques*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 réglant la valorisation des prestations irrégulières et des prestations de garde et de rappel et l'octroi d'allocations relatives à des travaux spécifiques, l'alinéa 1<sup>er</sup>, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003, est complété par la phrase suivante :

« Sauf dispositions plus favorables, l'article 12, alinéa 3, est toutefois applicable aux agents et membres du personnel contractuel du Centre régional de soins psychiatriques « Les Marronniers ». »

**Art. 2.** L'article 12 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, sont comptabilisées en faisant application des règles de valorisation applicables aux jours fériés légaux les prestations imposées après 15 heures les 24 et 31 décembre dans le cadre d'un horaire fixe ou variable. »

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne*

**Art. 3.** Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, il est inséré un article 23bis rédigé comme suit :

« Art. 23bis. La Direction des Ressources humaines du Service public de Wallonie est exclusivement compétente à l'égard du Service public de Wallonie et des organismes pour l'exercice des missions suivantes :

1° assurer l'évaluation et le suivi des stagiaires du Service public de Wallonie et des organismes;

2° encadrer, avec l'assistance de maîtres de stages, les stagiaires dont elle assure l'évaluation et le suivi;

3° désigner, au sein du Service public de Wallonie et des organismes, les maîtres de stages, lesquels assurent la bonne intégration et le suivi des stagiaires. »

**Art. 4.** Dans l'article 24, §§ 1<sup>er</sup> et 2, du même arrêté, modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « directeur de la formation » sont remplacés par les mots « directeur des Ressources humaines »;

2° les mots « d'une Direction de la formation » sont remplacés par les mots « de la Direction des Ressources humaines du Service public de Wallonie ».

**Art. 5.** Dans l'article 29 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les mots « directeur de la formation » sont chaque fois remplacés par les mots « directeur des Ressources humaines du Service public de Wallonie ».

**Art. 6.** Dans l'article 49 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Est promu par avancement de grade aux grades d'assistant principal et de gradué principal l'agent qui satisfait aux conditions suivantes :

1° compter une ancienneté de rang de quinze ans;

2° justifier de l'évaluation favorable;

3° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive non radiée.

Est promu par avancement de grade au grade d'adjoint principal, l'adjoint qualifié qui satisfait aux conditions suivantes :

1° compter une ancienneté de rang de dix ans;

2° justifier de l'évaluation favorable;

3° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive non radiée.

Est promu par avancement de grade au grade d'adjoint qualifié l'adjoint qui compte une ancienneté de rang de cinq ans et qui satisfait aux conditions visées à l'alinéa 2, 2° et 3°. »;

2° le paragraphe 2, alinéa 2, est remplacé par ce qui suit :

« La promotion est accordée une fois par an aux agents, sans qu'ils aient à faire acte de candidature, par le directeur général du Personnel et des Affaires générales, sur proposition du Comité de direction concerné, dans le respect du nombre de promotions dans le niveau prévu pour l'année en cours par le plan de personnel. La promotion n'est refusée que pour cause d'illégalité de la proposition. »

**Art. 7.** Dans l'article 50, § 3, alinéa 4, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du 27 mars 2009, la phrase « Il y est fait mention des différentes voies de recours. » est abrogée.

**Art. 8.** Dans l'article 56 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, le paragraphe 2, alinéa 2, est remplacé par ce qui suit :

« La promotion est accordée une fois par an aux agents, sans qu'ils aient à faire acte de candidature, par le directeur général du Personnel et des Affaires générales, sur proposition du Comité de direction concerné, dans le respect du nombre de promotions dans le niveau prévu pour l'année en cours par le plan de personnel. La promotion ne peut être refusée que pour cause d'illégalité de la proposition. »

**Art. 9.** A l'article 71 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« La mutation s'opère vers un emploi du même niveau.

Toutefois, la mutation vers un emploi des rangs A3 à A5, B1, C1 et D1 s'opère vers un emploi du même grade.

La mutation vers un emploi s'opère aux conditions fixées pour son attribution par promotion à l'exception, pour ce qui concerne la mutation d'office, des conditions relatives à l'évaluation favorable et à la sanction disciplinaire définitive non radiée. »;

2° au paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « le Gouvernement » sont remplacés par les mots « le Comité stratégique »;

3° le paragraphe 3 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsque des raisons impérieuses d'ordre social ou familial ont été reconnues par le service social, l'accord du comité de direction dont relève l'emploi occupé par l'agent n'est pas requis pour sa mutation d'office. »

**Art. 10.** Dans l'article 78 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, un alinéa rédigé comme suit est inséré avant l'alinéa 1<sup>er</sup> :

« Le bénéficiaire de la mobilité interne ou externe est nommé de plein droit à titre définitif au grade, identique ou équivalent à son grade antérieur, de l'emploi vacant attribué par mobilité. »

**Art. 11.** Dans l'article 88, § 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°, les mots « assurer l'évaluation et le suivi des stagiaires du Service public de Wallonie et des organismes » sont abrogés;

2° au 2°, dans la première phrase, les mots « et de maîtres de stages » sont abrogés;

3° au 2° la phrase « Le maître de stage assure la bonne intégration et le suivi du stagiaire » est abrogée.

**Art. 12.** L'article 89 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, est abrogé.

**Art. 13.** A l'article 90 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la première phrase, les mots « et d'encadrer les stagiaires » sont abrogés;

2° la phrase « Elle est assistée, pour l'encadrement des stagiaires par des maîtres de stages » est abrogée.

**Art. 14.** Dans l'article 114, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, l'alinéa 3 est abrogé.

**Art. 15.** Dans l'article 118 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 4, les mots « au service chargé de l'affectation en Région wallonne » sont remplacés par les mots « à la Direction de la Sélection du Service public de Wallonie »;

2° au paragraphe 2, les mots « Le service chargé de l'affectation » sont remplacés par les mots « La Direction de la Sélection du Service public de Wallonie ».

**Art. 16.** Dans le livre premier, titre VI, du même arrêté, le chapitre IV intitulé « De l'épreuve d'acquisition de qualifications professionnelles » et comportant les articles 138*bis* et 138*ter*, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, est abrogé.

**Art. 17.** Dans l'article 140, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les mots « pour une durée maximale de cinq ans renouvelable » sont insérés entre les mots « peut autoriser le cumul » et les mots « sur demande écrite et préalable de l'agent ».

**Art. 18.** Dans l'article 219, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les mots « d'ancienneté de niveau » sont remplacés par les mots « de rang ».

**Art. 19.** Dans l'article 220 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Pour l'application des articles 49, 56, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, et, en ce qui concerne le niveau A, 56, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, constituent également des services admissibles pour le calcul de l'ancienneté de rang les services effectifs que l'agent a accomplis à titre contractuel et sans interruption volontaire dans un niveau au moins équivalent à son niveau de recrutement auprès des services du Gouvernement wallon ou des organismes d'intérêt public qui en dépendent et dont le personnel est soumis au présent arrêté. »

**Art. 20.** Dans l'article 229 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° la démission volontaire.

Dans ce cas, l'agent peut abandonner son service huit jours au plus tôt après avoir notifié sa démission volontaire au directeur général du Personnel et des Affaires générales. Ce délai peut être réduit de commun accord. »

**Art. 21.** L'article 237 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 237. L'agent promu obtient à tout moment un traitement au moins égal à celui dont il bénéficiait ou aurait bénéficié avant sa promotion.

L'agent recruté dans un niveau supérieur à celui du grade dont il était titulaire la veille de son recrutement obtient à tout moment un traitement au moins égal à celui dont il bénéficiait ou aurait bénéficié dans le niveau qu'à la veille de son recrutement il avait au sein des services du Gouvernement ou des organismes d'intérêt public soumis au décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne. »

**Art. 22.** A l'article 238 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Sont également admissibles pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire, pour une durée maximale de six ans :

1° les services accomplis à titre statutaire ou contractuel dans le secteur public d'un État autre que ceux visés au § 1<sup>er</sup>;

2° les services accomplis dans le secteur privé;

3° les périodes d'activité en qualité d'indépendant.

La durée visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est portée à dix ans lorsqu'il s'agit de services ou de périodes d'activité correspondant à une expérience professionnelle exigée au recrutement. »;

2° il est inséré un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Sont également admissibles pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire, pour une durée maximale de quatre ans, les périodes durant lesquelles l'agent a été inscrit au doctorat dans un établissement d'enseignement universitaire public ou privé. Cette mesure s'applique à l'agent titulaire d'un grade académique de docteur de niveau 8 au sens de l'article 6 du décret de la Communauté française du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités ainsi qu'à l'agent titulaire d'un grade académique de docteur obtenu dans un établissement d'enseignement universitaire situé à l'étranger et reconnu équivalent conformément à l'arrêté royal du 20 juillet 1971 « déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers ». »

**Art. 23.** Dans l'article 277, § 2, 1°, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2008, les mots « 357,09 euros » sont remplacés par les mots « 434,71 euros ».

**Art. 24.** Dans le livre premier, titre XV, du même arrêté, le chapitre VII, comportant les articles 283 à 285, est abrogé.

**Art. 25.** Dans l'article 288 du même arrêté, le 1°*bis*, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 avril 2005, est remplacé par ce qui suit :

« 1°*bis* du titre III, chapitre VII, De la mutation, chapitre IX, De la mutation temporaire, et chapitre XI, De la mobilité interne ou externe, à l'exception des dispositions relatives à la mobilité externe. »

**Art. 26.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 288*bis* rédigé comme suit :

« Art. 288*bis*. Les stagiaires bénéficient, dans les mêmes conditions que les agents occupés à titre définitif, des promotions visées aux articles 49, 56, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et, en ce qui concerne le niveau A, 56, § 2. »

**Art. 27.** A l'article 297<sup>quater</sup> du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, la phrase introductive de l'alinéa 2 est remplacée par ce qui suit :

« L'attaché scientifique peut être promu par promotion par avancement de grade. »

**Art. 28.** Dans l'article 303 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est abrogé;

2° après l'alinéa 2, devenant l'aliéna 1<sup>er</sup>, il est inséré un nouvel alinéa 2 rédigé comme suit :

« Les concours de recrutement à un emploi d'attaché scientifique et de conseiller scientifique comportent une épreuve complémentaire organisée par le jury scientifique, tel que visé à l'article 291, et destinée à évaluer l'adéquation du profil du lauréat avec le poste à pourvoir. »

**Art. 29.** Dans l'article 305, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, ne s'applique pas lorsqu'il s'agit :

1° de la Direction de la Formation du personnel du Service public de Wallonie;

2° en matière de stage, du directeur ou de la Direction des Ressources humaines du Service public de Wallonie. »

**Art. 30.** Dans l'article 384, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, le mot « sept » est remplacé par le mot « neuf »

**Art. 31.** Dans l'article 410, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, du même arrêté, les mots « l'article 146<sup>ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, du Code du bien-être au travail » sont remplacés par les mots « l'article 2 de l'arrêté royal du 28 mai 2003 relatif à la surveillance de la santé des travailleurs ».

**Art. 32.** L'article 548 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« En outre, pour autant que l'agent ne dispose pas d'un arrêt à moins d'un kilomètre de son domicile ou de son lieu de travail habituel, l'ensemble des montants demandés par une société régionale de transports publics pour la mise à disposition d'un vélo pliable est pris en charge par la Région. »

**Art. 33.** Dans le livre IV, titre II, chapitre III du même arrêté, il est inséré une section V, comportant l'article 559<sup>bis</sup> rédigée comme suit :

« Section V. — Déplacements sur le chemin du travail dans le cadre de rappels, de permanences à domicile ou de gardes à domicile

**Art. 559<sup>bis</sup>.** Par dérogation aux articles 547 à 559, les déplacements effectués sur le chemin du travail dans le cadre de rappels, de permanences à domicile ou de gardes à domicile au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 réglant la valorisation des prestations irrégulières et des prestations de garde et de rappel et l'octroi d'allocations relatives à des travaux spécifiques sont indemnisés selon les règles visées aux articles 519 à 538.

Par dérogation à l'article 530, l'agent qui ne dispose pas d'un véhicule de service est autorisé à utiliser un véhicule personnel pour les déplacements effectués sur le chemin du travail dans le cadre de rappels, de permanences à domicile ou de gardes à domicile au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 réglant la valorisation des prestations irrégulières et des prestations de garde et de rappel et l'octroi d'allocations relatives à des travaux spécifiques. »

**Art. 34.** Dans la section Ière de l'annexe II du même arrêté, modifiée par les arrêtés du Gouvernement wallon des 13 septembre 2007, 21 mars 2008, 27 mars 2009 et 23 décembre 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° le tableau du niveau C, colonne « métier », est complété par les mots « 73<sup>bis</sup>. chef mineur » et « 73<sup>ter</sup>. chef d'atelier carrière »;

2° dans le tableau du niveau D, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans la colonne « métier », ligne « D1, D2, et D3 (Rang D3 au recrutement) », les mots « 80. administratif » sont insérés;

b) dans la même colonne, les mots « 80<sup>bis</sup>. ouvrier carrier » sont insérés;

c) dans la colonne « métier », ligne « D1, D2, D3 et D4 (Rang D4 au recrutement) », les mots « 80. administratif » sont abrogés.

**Art. 35.** Dans la section IV, sous-section II, de l'annexe II du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007 et modifiée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° une deuxième épreuve de vérification des connaissances (avec un degré de difficulté correspondant au niveau d'études requis pour le recrutement au niveau B) portant :

a) pour le métier administratif, sur des matières générales en relation avec les missions de la Région wallonne, à savoir le droit administratif, les finances publiques et les marchés publics;

b) pour tous les autres métiers, sur des matières contenues dans le cycle d'études conduisant à l'obtention du ou des diplômes exigés au recrutement; »;

2° au 3°, les mots « du rang B2 » sont remplacés par les mots « du rang B3 ».

**Art. 36.** Dans l'annexe XIII du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, l'échelle D4 figurant dans le tableau relatif aux échelles du niveau D, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2010, est remplacé par l'échelle figurant en annexe.

CHAPITRE III. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel*

**Art. 37.** L'article 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2007 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mars 2012, est abrogé.



**Art. 37/1.** Dans l'article 16 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 modifiant l'arrêté du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, tel que modifié par l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mars 2012, les mots « aux articles 13, alinéa 2, et 15 » sont remplacés par les mots « aux articles 13, alinéa 2, 15, 117 et 119bis ».

CHAPITRE IV. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juin 2007 octroyant une allocation de connaissance des langues nationales aux agents et aux membres du personnel contractuel de la fonction publique régionale*

**Art. 38.** Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juin 2007 octroyant une allocation de connaissance des langues nationales aux agents et aux membres du personnel contractuel de la fonction publique régionale, il est inséré un article 1<sup>er</sup>/1 rédigé comme suit :

« Art. 1<sup>er</sup>/1 Une allocation est également octroyée aux agents et aux membres du personnel contractuel régionaux qui prouvent la connaissance d'une langue des signes correspondant à une langue nationale pour autant qu'ils soient affectés à un service en contact avec le public ou à un service dans lequel cette connaissance est utile à la communication au sein du service. »

**Art. 39.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 2/2 rédigé comme suit :

« Art. 2/2 Pour l'application du présent arrêté, la connaissance d'une langue des signes correspondant à une langue nationale est prouvée par la réussite d'une épreuve organisée au moins une fois tous les deux ans par un jury composé d'un agent du niveau A du Département de la Gestion des Ressources humaines de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales du Service public de Wallonie, qui le préside, et de deux personnes expertes en cette langue.

Le niveau requis pour réussir l'épreuve est au moins équivalent à celui des diplômes ou certificats d'études exigés pour le recrutement au niveau C. »

**Art. 40.** Dans l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « 350 euros » sont remplacés par les mots « 600 euros »;

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Il n'est accordé qu'une seule allocation quel que soit le nombre de langues nationales et de langues des signes correspondantes dont l'agent ou le membre du personnel contractuel a prouvé la connaissance. »

CHAPITRE V. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 janvier 2012 modifiant les conditions de promotion aux grades de directeur et d'encadrement*

**Art. 41.** Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 janvier 2012 modifiant les conditions de promotion aux grades de directeur et d'encadrement, l'article 4 est complété par la phrase suivante : « Les dispositions de l'article 53 relatives au test de sélection professionnelle restent toutefois applicables aux emplois déclarés vacants avant le 1<sup>er</sup> janvier 2013. »

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 42.** Par dérogation aux articles 55 et 56 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, sont promus par avancement d'échelle :

1° à l'échelle B1, les gradués principaux, aux mêmes conditions que celles applicables à la promotion par avancement de grade au grade de premier gradué avant le 1<sup>er</sup> mai 2009;

2° à l'échelle C1, les assistants principaux, aux mêmes conditions que celles applicables à la promotion par avancement de grade au grade de premier assistant avant le 1<sup>er</sup> mai 2009.

La limite des seize pour cent visée à l'article 49, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne dans sa version antérieure au 1<sup>er</sup> mai 2009 est calculée sur la base :

- du total des agents des niveaux concernés du Service public de Wallonie;
- du total des agents des niveaux concernés issus du Ministère de la Région wallonne;
- et du total des agents des niveaux concernés issus du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports.

**Art. 43.** Le bénéficiaire de l'intégration, conformément à l'article 80 du même arrêté tel qu'il était applicable jusqu'au 30 avril 2009, est nommé de plein droit à titre définitif au grade, équivalent à son grade antérieur, de l'emploi attribué par mesure d'intégration.

**Art. 44.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception :

1° de l'article 43 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2004;

2° des articles 10, 34, 2°, a et c, et 42 qui produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> mai 2009;

3° des articles 1<sup>er</sup>, 2, et 23 qui produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> décembre 2011;

4° des articles 6, 1°, 16, 19, 36, 37/1 et 40, 1°, qui produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> janvier 2012;

5° de l'article 41 qui produit ses effets le 9 février 2012.

**Art. 45.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 octobre 2012.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

## ANNEXE

Echelles	D4
Augmentations intercalaires	3/1 × 58,17 2/2 × 37,98 1/2 × 37,99 2/2 × 194,67 6/2 × 266,78 2/2 × 419,35 4/6 × 250,38
0	13 234,20
1	13 292,37
2	13 350,54
3	13 408,71
4	13 408,71
5	13 446,69
6	13 697,07
7	13 735,05
8	13 735,05
9	13 773,04
10	13 773,04
11	13 967,71
12	14 218,09
13	14 412,76
14	14 412,76
15	14 679,54
16	14 679,54
17	14 946,32
18	15 196,70
19	15 463,48
20	15 463,48
21	15 730,26
22	15 730,26
23	15 997,04
24	16 247,42
25	16 514,20
26	16 514,20
27	16 933,55
28	16 933,55
29	17 352,90
30	17 603,28

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012 modifiant diverses dispositions relatives à la fonction publique wallonne.

Namur, le 18 octobre 2012.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 3281

[2012/206157]

**18. OKTOBER 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung  
zur Abänderung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf den wallonischen öffentlichen Dienst**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, Artikel 87, § 2 und § 3, in seiner durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Artikel 522, § 1, des Wallonischen Gesetzbuches für soziale Maßnahmen und Gesundheit;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Regelung der Aufwertung der unregelmäßigen Leistungen und der Leistungen im Rahmen der Wach- und Bereitschaftsdienste und zur Gewährung von Zulagen für spezifische Arbeiten;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juni 2007 zur Gewährung einer Zulage für die Kenntnis der Landessprachen für die Bediensteten und die Mitglieder des Vertragspersonals des regionalen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 20. März 2012 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des am 26. März 2012 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 29. März 2012 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 8. Juni 2012 abgeschlossenen Protokolls Nr. 568 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 5. September 2012 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 51.684/2 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

**KAPITEL I** — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Regelung der Aufwertung der unregelmäßigen Leistungen und der Leistungen im Rahmen der Wach- und Bereitschaftsdienste und zur Gewährung von Zulagen für spezifische Arbeiten*

**Artikel 1** - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Regelung der Aufwertung der unregelmäßigen Leistungen und der Leistungen im Rahmen der Wach- und Bereitschaftsdienste und zur Gewährung von Zulagen für spezifische Arbeiten wird Absatz 1, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003, durch folgenden Satz ergänzt:

"Artikel 12, Absatz 3 ist jedoch auf die Bediensteten und vertraglichen Personalmitglieder des "Centre régional de soins psychiatriques" (regionales psychiatrisches Pflegezentrum) "Les Marronniers" anwendbar, außer wenn sie über günstigere Bestimmungen verfügen."

**Art. 2** - Artikel 12 desselben Erlasses wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"In Abweichung von Absatz 1 werden die am 24. und 31. Dezember im Rahmen eines festen Arbeitszeitplans oder eines Gleitzeitmodells nach 15 Uhr auferlegten Leistungen unter Anwendung der auf die gesetzlichen Feiertage anwendbaren Aufwertungsregeln berechnet."

**KAPITEL II** — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes*

**Art. 3** - In den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes wird ein Artikel 23bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 23bis - Die Direktion des Personalwesens der Abteilung Humanressourcen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie ist gegenüber dem Öffentlichen Dienst der Wallonie und den Einrichtungen ausschließlich zuständig für die Ausübung der folgenden Aufgaben:

1° die Bewertung und Betreuung der Beamten auf Probe des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und der Einrichtungen gewährleisten;

2° mit Hilfe der Probezeit-Betreuer die Beamten auf Probe, deren Bewertung und Betreuung sie gewährleistet, begleiten;

3° innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und der Einrichtungen die Probezeit-Betreuer benennen, die für die gute Integration und die Betreuung des Bediensteten auf Probe sorgen."

**Art. 4** - In Artikel 24, § 1 und § 2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° die Wörter "Direktor der Ausbildung" werden durch "Direktor des Personalwesens" ersetzt;

2° die Wörter "Direktion der Ausbildung" werden durch die Wörter "Direktion des Personalwesens des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt.

**Art. 5** - In Artikel 29 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, werden die Wörter "Direktor der Ausbildung" jeweils durch "Direktor des Personalwesens des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt.

**Art. 6** - In Artikel 49 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Paragraph 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 1. Der Bedienstete, der folgenden Bedingungen genügt, wird durch Aufsteigen im Dienstgrad in den Dienstgrad des Hauptassistenten und des Hauptgraduierten befördert:

1° ein Dienstalder von fünfzehn Jahren im betreffenden Dienststrang haben;

2° den Nachweis einer günstigen Bewertung erbringen;

3° nicht unter der Wirkung einer endgültigen und nicht gelöschten Disziplinarstrafe sein.

Der qualifizierte Beigeordnete, der folgenden Bedingungen genügt, wird durch Aufsteigen im Dienstgrad in den Dienstgrad des Hauptbeigeordneten befördert:

- 1° ein Dienstalter von zehn Jahren im betreffenden Dienstrang haben;
- 2° den Nachweis einer günstigen Bewertung erbringen;
- 3° nicht unter der Wirkung einer endgültigen und nicht gelöschten Disziplinarstrafe sein.

Der Beigeordnete, der ein Dienstalter von fünf Jahren im betreffenden Rang hat, und den in Absatz 2, 2° und 3° genannten Bedingungen genügt, wird durch Aufsteigen im Dienstgrad in den Dienstgrad des qualifizierten Beigeordneten befördert.”;

2° § 2, Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:

”Die Beförderung wird den Bediensteten einmal im Jahr durch den Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten, auf Vorschlag des betreffenden Direktionsausschusses, gewährt, ohne dass sie sich bewerben müssen, dies unter Einhaltung der Anzahl Beförderungen, die für das laufende Jahr im Personalplan vorgesehen ist. Die Beförderung wird nur im Falle, wo der Vorschlag illegal ist, verweigert.”

**Art. 7** - In Artikel 50, § 3, Absatz 4 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass vom 27. März 2009, wird der Satz ”Die verschiedenen Einspruchsmöglichkeiten werden darin angegeben.” gestrichen.

**Art. 8** - In Artikel 56 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird § 2, Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

”Die Beförderung wird den Bediensteten einmal im Jahr durch den Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten, auf Vorschlag des betreffenden Direktionsausschusses, gewährt, ohne dass sie sich bewerben müssen, dies unter Einhaltung der Anzahl Beförderungen, die für das laufende Jahr im Personalplan vorgesehen ist. Die Beförderung kann nur im Falle, wo der Vorschlag illegal ist, verweigert werden.”

**Art. 9** - In Artikel 71 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

”Die Versetzung erfolgt zu einer Stelle derselben Dienststufe.

Die Versetzung zu einer Stelle der Dienstränge A3 bis A5, B1, C1 und D1 erfolgt jedoch zu einer Stelle desselben Dienstgrades.

Die Versetzung zu einer Stelle erfolgt unter Einhaltung der für deren Zuweisung durch Beförderung festgesetzten Bestimmungen, mit Ausnahme, was die Versetzung von Amts wegen betrifft, der Bedingungen in Bezug auf die günstige Beurteilung und auf die endgültige und nicht gelöschte Disziplinarstrafe.”;

2° In § 3, Absatz 1 wird die Wortfolge ”von der Regierung ” durch ”von dem strategischen Ausschuss” ersetzt;

3° § 3 wird mit einem Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

”Wenn zwingende soziale oder familiäre Gründe vom Sozialdienst anerkannt worden sind, ist die Zustimmung des Direktionsausschusses, von dem die vom Bediensteten besetzte Stelle abhängt, für seine Versetzung von Amts wegen nicht erforderlich.”

**Art. 10** - In Artikel 78 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut vor Absatz 1 eingefügt:

”Der Bedienstete, der die interne oder externe Mobilität in Anspruch nimmt, wird von Rechts wegen endgültig im - mit seinem früheren Dienstgrad identischen oder gleichwertigen - Dienstgrad der freien Stelle, die durch Mobilität zuwiesen wird, ernannt.”

**Art. 11** - In Artikel 88, § 2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Nr. 1° wird die Wortfolge ”die Bewertung und Betreuung der Beamten auf Probe des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und der Einrichtungen” gestrichen;

2° in Nr. 2° wird im ersten Satz die Wortfolge ”und von Probezeit-Betreuern” gestrichen;

3° in Nr. 2° wird der Satz ”Der Probezeit-Betreuer sorgt für die gute Integration und die Betreuung des Bediensteten auf Probe” gestrichen.

**Art. 12** - Artikel 89 desselben Erlasses, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007 abgeänderten Fassung, wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 13** - In Artikel 90 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007 sowie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° im ersten Satz wird die Wortfolge ”und die Bediensteten auf Probe zu betreuen” gestrichen;

2° Der Satz ”Bei der Betreuung der Bediensteten auf Probe wird sie von Probezeit-Betreuern unterstützt” wird gestrichen.

**Art. 14** - In Artikel 114, § 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird Absatz 3 außer Kraft gesetzt.

**Art. 15** - In Artikel 118 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1, Absatz 4 wird die Wortfolge ”der mit der Stellenzuweisung beauftragten Dienststelle der Wallonischen Region” durch ”der Direktion Personalauswahl des Öffentlichen Dienstes der Wallonie” ersetzt;

2° in § 2 wird die Wortfolge ”Die mit der Stellenzuweisung beauftragte Dienststelle” durch ”Die Direktion Personalauswahl des Öffentlichen Dienstes der Wallonie” ersetzt.

**Art. 16** - In Buch I, Titel VI desselben Erlasses wird das durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 eingefügte Kapitel IV mit der Überschrift ”Die Prüfung für den Erwerb von beruflichen Qualifikationen”, das die Artikel 138bis und 138ter enthält, gestrichen.

**Art. 17** - In Artikel 140, § 2, Absatz 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird die Wortfolge ”für eine erneuerbare Höchstdauer von fünf Jahren” zwischen ”Bedingungen” und ”genehmigen” eingefügt.

**Art. 18** - In Artikel 219, Absatz 1, 1° desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird die Wortfolge ”bei gleichem Dienstalter in der Stufe” durch ”bei gleichem Dienstrang” ersetzt.



**Art. 19** - In Artikel 220 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 wird § 3 durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 3. Für die Anwendung der Artikel 49 und 56, § 1, Absatz 1, 1° sowie, für was die Stufe A betrifft, des Artikels 56, § 2, Absatz 1, 1° werden für die Berechnung des Dienstalters im Rang ebenfalls die Dienste berücksichtigt, die der Bedienstete als Mitglied des Vertragspersonals und ohne freiwillige Unterbrechung effektiv in den Dienststellen der Wallonischen Regierung oder den Einrichtungen öffentlichen Interesses, die von ihr abhängen und deren Personal vorliegendem Erlass unterliegt, in einer Dienststufe geleistet hat, die wenigstens seiner Dienststufe bei der Anwerbung entspricht."

**Art. 20** - In Artikel 229 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 wird die Nr. 1° durch folgende Bestimmung ersetzt:

"1° der freiwillige Rücktritt.

In diesem Fall kann der Bedienstete seinen Dienst frühestens acht Tage, nachdem er den Generaldirektor des Personals und der allgemeinen Angelegenheiten von seinem freiwilligen Rücktritt in Kenntnis gesetzt hat, aufgeben. Diese Frist kann im Einvernehmen verringert werden."

**Art. 21** - Artikel 237 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 237 - Der beförderte Bedienstete erhält zu jeder Zeit ein Gehalt, das zumindest demjenigen gleich ist, das er vor seiner Beförderung bezog oder bezogen hätte.

Der Bedienstete, der in einer höheren Stufe als derjenigen des Dienstgrades, über den er am Tag vor seiner Anwerbung verfügte, angeworben wird, erhält zu jeder Zeit ein Gehalt, das zumindest demjenigen gleich ist, das er in der Stufe bezog oder bezogen hätte, in der er sich innerhalb der Dienststellen der Regierung oder der Einrichtungen öffentlichen Dienstes, die dem Dekret vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, unterliegen, am Tage vor seiner Anwerbung befand."

**Art. 22** - In Artikel 238 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Paragraph 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 3. Sind ebenfalls für eine Dauer von höchstens sechs Jahren bei der Berechnung des Besoldungsdienstalters zulässig:

1° die Dienste, die als statutarisches Personalmitglied oder als Mitglied des Vertragspersonals im öffentlichen Dienst eines anderen, nicht in § 1 erwähnten Staats geleistet worden sind;

2° die im Privatsektor geleisteten Dienste;

3° die Tätigkeitsperioden als Selbstständiger.

Die in Absatz 1 genannte Dauer wird auf zehn Jahre erhöht, wenn es sich um Dienste oder Tätigkeitsperioden handelt, die einer Berufserfahrung entsprechen, die bei der Anwerbung verlangt wurde."

2° ein Paragraph 4 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"§ 4. Die Perioden, während deren der Bedienstete in einer öffentlichen oder privaten universitären Lehranstalt als Doktorand eingetragen war, gelten ebenfalls bei der Berechnung des Besoldungsdienstalters für eine Höchstdauer von vier Jahren. Diese Maßnahme gilt für den Bediensteten, der Inhaber des akademischen Grads als Doktor der Stufe 8 ist, im Sinne des Dekrets der französischen Gemeinschaft vom 31. März 2004 zur Definition des Hochschulunterrichts, zur Förderung seiner Integration in den europäischen Raum des Hochschulwesens und zur Refinanzierung der Universitäten sowie für den Bediensteten, der Inhaber des akademischen Grads als Doktor ist, den er in einer universitären Lehranstalt im Ausland erhalten hat, und der gemäß dem Königlichen Erlass vom 20. Juli 1971 zur Festlegung der Bedingungen und des Verfahrens zwecks Zuerkennung der Gleichwertigkeit ausländischer Diplome und Studienzeugnisse als gleichwertig anerkannt wird."

**Art. 23** - In Artikel 277, § 2, 1° desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. April 2008, wird "357,09 Euro" durch "434,71 Euro" ersetzt.

**Art. 24** - In Buch I, Titel XV, desselben Erlasses wird das Kapitel VII, das die Artikel 283 bis 285 umfasst, gestrichen.

**Art. 25** - In Artikel 288 desselben Erlasses wird die Nr. 1°*bis*, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005, durch folgende Bestimmung ersetzt:

"1°*bis* von Titel III, Kapitel VII, Die Versetzung, Kapitel IX, Die zeitweilige Versetzung, und Kapitel XI, Die interne oder externe Mobilität, mit Ausnahme der Bestimmungen über die externe Mobilität."

**Art. 26** - In denselben Erlass wird ein Artikel 288*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 288*bis* - Die Bediensteten auf Probezeit haben unter denselben Bedingungen wie die endgültig eingestellten Bediensteten Anspruch auf die in Artikel 49, Art. 56 § 1, Absatz 1 und, was die Stufe A betrifft, Artikel 56, § 2 erwähnten Beförderungen."

**Art. 27** - In Art. 297*quater* desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird der einleitende Satz von Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

"Der wissenschaftliche Attaché kann durch Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad befördert werden."

**Art. 28** - In Artikel 303 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird außer Kraft gesetzt;

2° nach Absatz 2, der nun Absatz 1 wird, wird ein neuer Absatz 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Die Anwerbungsprüfungen für eine Stelle eines wissenschaftlichen Attachés und eines wissenschaftlichen Beraters umfassen eine Zusatzprüfung, die von dem in Artikel 291 erwähnten wissenschaftlichen Prüfungsausschuss organisiert wird und die dazu bestimmt ist, die Übereinstimmung des Profils des erfolgreichen Prüfungsteilnehmers mit dem zu vergebenden Posten zu prüfen."

**Art. 29** - In Artikel 305, § 1, desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

"Absatz 1, 2° ist nicht anwendbar, wenn es sich

1° um die Direktion der Personalausbildung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie";

2° in Sachen Probezeitangelegenheiten um den Direktor oder die Direktion des Personalwesens des Öffentlichen Dienstes der Wallonie handelt."

**Art. 30** - In Artikel 384, Absatz 1 desselben Erlasses wird die Zahl "sieben" durch "neun" ersetzt.

**Art. 31** - In Artikel 410, § 1, Absatz 1, 2° desselben Erlasses wird die Wortfolge "Artikel 146ter, § 1 des Gesetzbuches über das Wohlbefinden der Arbeitnehmer bei der Ausführung ihrer Arbeit" durch "Artikel 2 des Königlichen Erlasses vom 28. Mai 2003 über die Gesundheitsüberwachung der Arbeitnehmer" ersetzt.

**Art. 32** - Artikel 548 desselben Erlasses in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007 abgeänderten Fassung wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Zudem werden die gesamten Beträge, die von einer regionalen öffentlichen Verkehrsgesellschaft für die Zurverfügungstellung eines klappbaren Fahrrads gefordert werden, von der Region übernommen, unter der Bedingung, dass es keine Haltestelle in einem Abstand von weniger als einem Kilometer vom Wohnsitz des Bediensteten oder von seinem gewöhnlichen Arbeitsplatz gibt."

**Art. 33** - In Buch IV, Titel II, Kapitel III desselben Erlasses wird ein Abschnitt V mit dem wie folgt verfassten Artikel 559bis eingefügt:

"Abschnitt V — Fahrten auf dem Arbeitsweg im Rahmen von Rückrufen, Heimbereitschaftsdiensten oder Wachdiensten zu Hause

**Art. 559bis** - In Abweichung von Artikeln 547 bis 559 werden die im Rahmen von Rückrufen, Heimbereitschaftsdiensten oder Wachdiensten zu Hause unternommenen Fahrten im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Regelung der Aufwertung der unregelmäßigen Leistungen und der Leistungen im Rahmen der Wach- und Bereitschaftsdienste und zur Gewährung von Zulagen für spezifische Arbeiten gemäß den in Artikeln 519 bis 538 erwähnten Regeln zurück erstattet.

In Abweichung von Artikel 530 wird dem Bediensteten, der nicht über ein Dienstfahrzeug verfügt, erlaubt, ein eigenes Fahrzeug für die im Rahmen von Rückrufen, Heimbereitschaftsdiensten oder Wachdiensten zu Hause unternommenen Fahrten im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Regelung der Aufwertung der unregelmäßigen Leistungen und der Leistungen im Rahmen der Wach- und Bereitschaftsdienste und zur Gewährung von Zulagen für spezifische Arbeiten zu benutzen."

**Art. 34** - In Abschnitt I der Anlage II desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 13. September 2007, vom 21. März 2008, vom 27. März 2009 und vom 23. Dezember 2010 werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° die Tabelle der Stufe C, Spalte "Beruf" wird durch folgende Wortfolge ergänzt: "73bis. Bergarbeiterchef" und "73ter. Werkstattleiter im Steinbruch";

2° in der Tabelle der Stufe D werden folgende Abänderungen vorgenommen:

in der Spalte "Beruf", Linie "D1, D2 und D3 (Rang D3 bei der Anwerbung)" werden die Wörter "80. Verwaltungsbediensteter" eingefügt;

b) in derselben Spalte werden die Wörter "80bis. Steinbrucharbeiter" eingefügt;

c) in der Spalte "Beruf", Linie "D1, D2, D3 und D4 (Rang D4 bei der Anwerbung)" werden die Wörter "80. Verwaltungsbediensteter" gestrichen.

**Art. 35** - In Abschnitt IV, Unterabschnitt II der Anlage II desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Punkt 2° wird durch Folgendes ersetzt:

"2° eine zweite Prüfung zur Überprüfung der Kenntnisse (mit einem Schwierigkeitsgrad, der dem Niveau der Studien, das für die Anwerbung in der Stufe B verlangt wird, entspricht), die sich auf folgende Stoffe bezieht:

a) für den administrativen Beruf: allgemeine Themen in Verbindung mit den Aufgaben der Wallonischen Region, d.h. Verwaltungsrecht, öffentliche Finanzen und öffentliche Aufträge;

b) für alle anderen Berufe: Themen, die zum Studienzyklus gehören, der zu der Ausstellung des oder der Diplome geführt hat, das oder die bei Anwerbung verlangt werden;"

2° in Punkt 3° wird die Wortfolge "im Rang B2" durch die Wortfolge "im Rang B3" ersetzt".

**Art. 36** - In der Anlage XIII desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird die Gehaltstabelle D4, die in der Tabelle mit dem Titel "Stufe D" angeführt wird, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. April 2010, durch die in der Anlage befindliche Gehaltstabelle ersetzt.

#### KAPITEL III — Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder

**Art. 37** - Artikel 11 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. September 2007 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. März 2012 wird aufgehoben.

**Art. 37/1** - In Artikel 16 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder, in seiner durch Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. März 2012 abgeänderten Fassung, wird die Wortfolge "in Art. 13, Absatz 2, 15" durch die Wortfolge "in Art. 13, Absätzen 2, 15, 117 und 119bis" ersetzt.

#### KAPITEL IV — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juni 2007 zur Gewährung einer Zulage für die Kenntnis der Landessprachen für die Bediensteten und die Mitglieder des Vertragspersonals des regionalen öffentlichen Dienstes

**Art. 38** - In den Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juni 2007 zur Gewährung einer Zulage für die Kenntnis der Landessprachen für die Bediensteten und die Mitglieder des Vertragspersonals des regionalen öffentlichen Dienstes wird ein Artikel 1/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 1/1 - Den Bediensteten und Mitgliedern des Vertragspersonals der Region, die den Beweis der Kenntnis einer Landessprache entsprechenden Zeichensprache erbringen, wird ebenfalls eine Zulage gewährt, soweit sie einem Dienst im Kontakt mit der Öffentlichkeit oder einem Dienst, in dem diese Kenntnis für die Kommunikation innerhalb des Dienstes nützlich ist, zugewiesen sind."

**Art. 39** - In denselben Erlass wird ein Artikel 2/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 2/2 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses wird der Beweis der Kenntnis einer Landessprache entsprechenden Zeichensprache durch den erfolgreichen Abschluss einer Prüfung erbracht, die mindestens alle zwei Jahre durch eine Jury organisiert wird, die aus einem Bediensteten der Stufe A der Abteilung Humanressourcen der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, der diese vorsitzt, und aus zwei für diese Sprache sachverständigen Personen zusammengesetzt ist.

Das für den erfolgreichen Abschluss der Prüfung erforderliche Niveau ist mindestens dasjenige der Diplome oder Studienzeugnisse, die für die Anwerbung in der Stufe C verlangt werden."

**Art. 40** - In Artikel 3 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird "350 Euro" durch "600 Euro" ersetzt;

2° ein Absatz mit folgendem Wortlaut wird zwischen Absätze 1 und 2 eingefügt:

"Er wird eine einzige Zulage gewährt, was auch die Anzahl von Landessprachen und entsprechenden Zeichensprachen, von denen der Bedienstete oder das Vertragspersonalmitglied die Kenntnis bewiesen hat, sein mag."

KAPITEL V — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Januar 2012 zur Abänderung der Bedingungen für die Beförderung in den Dienstgrad eines Direktors oder in einen Führungsdienstgrad*

**Art. 41** - Im Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Januar 2012 zur Abänderung der Bedingungen für die Beförderung in den Dienstgrad eines Direktors oder in einen Führungsdienstgrad wird Artikel 4 durch den folgenden Satz ergänzt: "Die Bestimmungen von Artikel 53 über den Berufsauswahltest bleiben jedoch auf die vor dem 1. Januar 2013 für offen erklärten Stellen anwendbar."

KAPITEL VI — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

**Art. 42** - In Abweichung der Artikel 55 und 56 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes werden folgende Bedienstete durch Aufsteigen in der Gehaltstabelle befördert:

1° in die Stufe B1: die Hauptgraduierten unter denselben Bedingungen wie denjenigen die vor dem 1. Mai 2009 auf die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad in den Grad eines ersten Graduierten anwendbar waren;

2° in die Stufe C1: die Hauptassistenten unter denselben Bedingungen wie denjenigen die vor dem 1. Mai 2009 auf die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad in den Grad eines ersten Assistenten anwendbar waren.

Die in Artikel 49, Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes in seiner vor dem 1. Mai 2009 geltenden Fassung erwähnte Höchstgrenze von 16 Prozent wird wie folgt berechnet:

- auf der Grundlage der Gesamtanzahl der Bediensteten in den betreffenden Stufen des öffentlichen wallonischen Dienstes;

- auf der Grundlage der Gesamtanzahl der Bediensteten in den betreffenden Stufen, die dem Ministerium der Wallonischen Region angehörten;

- auf der Grundlage der Gesamtanzahl der Bediensteten in den betreffenden Stufen, die dem Wallonischen Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen angehörten.

**Art. 43** - Der Bedienstete, der gemäß Artikel 80 desselben Erlasses, wie er bis zum 30. April 2009 anwendbar war, Anspruch auf die Integration hat, wird von Rechts wegen in dem seinem vorherigen Dienstgrad entsprechenden Dienstgrad der durch Integration zugewiesenen Stelle endgültig ernannt.

**Art. 44** - Der vorliegende Erlass tritt am ersten Tag des Monats, der auf seine Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* folgt, in Kraft mit Ausnahme:

1° des Artikels 43, der am 1. Januar 2004 wirksam wird;

2° der Artikel 10, 34, 2°, a und c, und 42, die am 1. Mai 2009 wirksam werden;

3° der Artikel 1, 2 und 23, die am 1. Dezember 2011 wirksam werden;

4° der Artikel 6, 1°, 16, 19, 36, 37/1 und 40, 1°, die am 1. Januar 2012 wirksam werden;

5° des Artikels 41, der am 9. Februar 2012 wirksam wird.

**Art. 45** - Der Minister für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Oktober 2012

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst  
J.-M. NOLLET

## ANLAGE

Stufen	D4
Zeitlich gestufte Erhöhungen	3/1 x 58,17 2/2 x 37,98 1/2 x 37,99 2/2 x 194,67 6/2 x 266,78 2/2 x 419,35 4/6 x 250,38
0	13 234,20
1	13 292,37
2	13 350,54
3	13 408,71
4	13 408,71
5	13 446,69
6	13 697,07
7	13 735,05
8	13 735,05
9	13 773,04
10	13 773,04
11	13 967,71
12	14 218,09
13	14 412,76
14	14 412,76
15	14 679,54
16	14 679,54
17	14 946,32
18	15 196,70
19	15 463,48
20	15 463,48
21	15 730,26
22	15 730,26
23	15 997,04
24	16 247,42
25	16 514,20
26	16 514,20
27	16 933,55
28	16 933,55
29	17 352,90
30	17 603,28

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf den wallonischen öffentlichen Dienst beigefügt zu werden.

Namur, den 18. Oktober 2012

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst  
J.-M. NOLLET

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 3281

[2012/206157]

**18 OKTOBER 2012. — Besluit van de Waalse Regering  
tot wijziging van diverse bepalingen betreffende het Waalse ambtenarenapparaat**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 2 en § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op artikel 522, § 1, van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 tot regeling van de valorisering van onregelmatige prestaties en van wacht- en terugroepingsprestaties en van de toekenning van toelagen betreffende specifieke werken;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 juni 2007 tot toekenning van een toelage voor de kennis van de landstalen aan de ambtenaren en contractuele personeelsleden van de gewestelijke openbare diensten;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 20 maart 2012;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 maart 2012;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 maart 2012;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 568 van Sectorcomité nr. XVI, gesloten op 8 juni 2012;

Gelet op het advies 51.684/1 van de Raad van State, gegeven op 5 september 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

**HOOFDSTUK I. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 tot regeling van de valorisering van onregelmatige prestaties en van wacht- en terugroepingsprestaties en van de toekenning van toelagen betreffende specifieke werken**

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 tot regeling van de valorisering van onregelmatige prestaties en van wacht- en terugroepingsprestaties en van de toekenning van toelagen betreffende specifieke werken wordt het eerste lid, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003, aangevuld als volgt :

“Behalve gunstigere bepalingen is artikel 12, derde lid, nochtans van toepassing op de ambtenaren en de contractuele personeelsleden van het Gewestelijk psychiatrisch centrum “Les Marronniers”.”

**Art. 2.** Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

“In afwijking van het eerste lid worden de prestaties opgelegd na 15 uur op 24 en 31 december in het kader van een vaste of wisselende uurregeling berekend overeenkomstig de op de wettelijke verlofdagen toepasselijke valoriseringsregels.”

**HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode**

**Art. 3.** In het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode wordt een artikel 23bis ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 23bis. De Directie Human Resources van de Waalse Overheidsdienst is ten opzichte van de Waalse Overheidsdienst en van de instellingen uitsluitend bevoegd voor de uitoefening van de volgende opdrachten :

1<sup>o</sup> zorgen voor de evaluatie en de opvolging van de stagiairs van de Waalse Overheidsdienst en van de instellingen;

2<sup>o</sup> met bijstand van de stageleiders de stagiairs voor wie ze de evaluatie en de opvolging waarborgt, begeleiden;

3<sup>o</sup> binnen de Waalse Overheidsdienst en de instellingen, de stageleiders aanwijzen, die voor de zorgvuldige integratie en de opvolging van de stagiairs zorgen.”

**Art. 4.** In artikel 24, §§ 1 en 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

2<sup>o</sup> de woorden “directeur van de vorming” worden vervangen door de woorden “directeur Human Resources”;

2<sup>o</sup> de woorden “directie vorming” worden vervangen door de woorden “directie Human Resources”.

**Art. 5.** In artikel 29 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de woorden “directeur van de vorming” telkens vervangen door de woorden “directeur Human Resources van de Waalse Overheidsdienst”.

**Art. 6.** In artikel 49 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> § 1 wordt vervangen als volgt :

“§ 1. De ambtenaar wordt bij verhoging in graad bevorderd tot de graden van eerstaanwezend assistent en eerstaanwezend gegradueerde als hij de volgende voorwaarden vervult :

1<sup>o</sup> vijftien jaar ranganciënniteit hebben;

2<sup>o</sup> aantonen dat de evaluatie positief is;

3<sup>o</sup> niet getroffen zijn door een definitieve en niet-geschrapte tuchtsanctie.



De geschoolde adjunct wordt bij verhoging in graad bevorderd tot de graad van eerstaanwezend adjunct als hij de volgende voorwaarden vervult :

- 1° tien jaar ranganciënniteit hebben;
- 2° aantonen dat de evaluatie positief is;
- 3° niet getroffen zijn door een definitieve en niet-geschrapte tuchtsanctie.

De adjunct wordt bij verhoging in graad bevorderd tot de graad van geschoolde adjunct als hij vijf jaar ranganciënniteit heeft en als hij de in het tweede lid, 2° en 3°, bedoelde voorwaarden vervult.”;

2° § 2, tweede lid, wordt vervangen als volgt :

”De bevordering wordt één keer per jaar toegekend aan de ambtenaren zonder dat ze zich kandidaat moeten stellen, door de directeur-generaal van het Personeel en van de Algemene Zaken op voorstel het betrokken directiecomité met inachtneming van het aantal bevorderingen in het niveau voorzien voor het lopende jaar in het personeelsplan. De bevordering wordt enkel wegens onwettigheid van het voorstel geweigerd.”

**Art. 7.** In artikel 50, § 3, vierde lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van 27 maart 2009 wordt de zin ”Daarin worden de verschillende beroepsmogelijkheden vermeld.” opgeheven.

**Art. 8.** In artikel 56 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt § 2, tweede lid, vervangen als volgt :

”De bevordering wordt één keer per jaar toegekend aan de ambtenaren zonder dat ze zich kandidaat moeten stellen, door de directeur-generaal van het Personeel en van de Algemene Zaken op voorstel het betrokken directiecomité met inachtneming van het aantal bevorderingen in het niveau voorzien voor het lopende jaar in het personeelsplan. De bevordering mag enkel wegens onwettigheid van het voorstel geweigerd worden.”

**Art. 9.** In artikel 71 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1 wordt het tweede lid vervangen als volgt :

”De mutatie wordt verricht naar een betrekking van hetzelfde niveau.

De mutatie naar een betrekking van rang A3 tot A5, B1, C1 en D1 wordt nochtans verricht naar een betrekking van dezelfde graad.

De mutatie naar een betrekking wordt verricht onder de voorwaarden bepaald voor haar toewijzing door bevordering, met uitzondering, wat betreft de mutatie van ambtswege, van de voorwaarden betreffende de gunstige evaluatie en de definitieve en niet-geschrapte tuchtsanctie.”;

2° in § 3, eerste lid, worden de woorden ”de Regering” vervangen door de woorden ”het Strategisch comité”;

3° § 3 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

”Wanneer dwingende sociale of familiale redenen door de sociale dienst erkend zijn, wordt de instemming van het directiecomité waaronder de door de ambtenaar beklede betrekking ressorteert, niet vereist voor zijn mutatie van ambtswege.”

**Art. 10.** In artikel 78 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt een nieuw lid voor het eerste lid ingevoegd, luidend als volgt :

”De begunstigde van de interne of externe mobiliteit wordt van rechtswege in vast dienstverband benoemd tot de aan zijn vorige graad gelijke of gelijkwaardige graad van de vacante betrekking die door mobiliteit wordt toegekend.”

**Art. 11.** In artikel 88, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1° worden de woorden ”zorgen voor de evaluatie en de opvolging van de stagiairs van de Waalse Overheidsdienst en van de instellingen” opgeheven;

2° in 2°, eerste zin, worden de woorden ”en stageleider” opgeheven;

3° in 2° worden de zin ”De stageleider zorgt voor de zorgvuldige integratie en de opvolging van de stagiair” opgeheven.

**Art. 12.** Artikel 89 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, wordt opgeheven.

**Art. 13.** In artikel 90 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007 en bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de eerste zin worden de woorden ”en de begeleiding van de stagiairs” opgeheven;

2° de zin ”Voor de begeleiding van de stagiairs wordt ze bijgestaan door stageleiders” wordt opgeheven.

**Art. 14.** In artikel 114, § 1, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt het derde lid opgeheven.

**Art. 15.** In artikel 118 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007 en bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, vierde lid, worden de woorden ”aan de dienst toewijzingen van het Waalse Gewest” vervangen door de woorden ”aan de Directie Selectie van de Waalse Overheidsdienst”;

2° in § 2, worden de woorden ”De dienst toewijzingen” vervangen door de woorden ”De Directie Selectie van de Waalse Overheidsdienst”.

**Art. 16.** In Boek I, titel VI, van hetzelfde besluit, wordt hoofdstuk IV ”Proef voor het verwerven van beroepsbekwaamheden” dat de artikelen 138bis en 138ter omvat, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, opgeheven.

**Art. 17.** In artikel 140, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de woorden "voor een maximale verlengbare duur van vijf jaar" ingevoegd tussen de woorden "kan de cumulatie" en de woorden "worden toegestaan".

**Art. 18.** In artikel 219, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de woorden "niveauanciënniteit" vervangen door de woorden "rang".

**Art. 19.** In artikel 220, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt § 3 vervangen door wat volgt :

"§ 3. Voor de toepassing van artikelen 49, 56, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, en wat betreft het niveau A, 56, § 2, eerste lid, 1<sup>o</sup>, komen ook in aanmerking voor het berekenen van de ranganciënniteit, de werkelijke diensten die de ambtenaar als contractueel en zonder vrijwillige onderbreking heeft verricht in een niveau minstens gelijkwaardig aan zijn aanwervingsniveau, bij de diensten van de Waalse Regering of bij de instellingen van openbaar nut die ervan afhangen en waarvan het personeel aan dit besluit is onderworpen.

**Art. 20.** In artikel 229, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt 1<sup>o</sup> vervangen door wat volgt :

1<sup>o</sup> vrijwillig ontslag.

In dit geval mag de ambtenaar zijn dienst verlaten ten vroegste acht dagen na kennisgeving van zijn vrijwillige ontslag aan de directeur-generaal Personeel en Algemene Zaken. Die termijn mag in onderlinge overeenstemming verminderd worden."

**Art. 21.** Artikel 237 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

"Art. 237. De bevorderde ambtenaar krijgt op elk ogenblik een wedde die minstens gelijk is aan de wedde die hij voor zijn bevordering genot of zou hebben genoten.

De ambtenaar aangeworven in een hoger niveau dan het niveau van de graad waarvan hij op de dag voor zijn aanwerving houder was, krijgt op elk ogenblik een wedde die minstens gelijk is aan de wedde die hij genoot of zou hebben genoten in het niveau dat hij op de dag voor zijn aanwerving had binnen de diensten van Regering of de instellingen van openbaar nut onderworpen aan het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige openbare instellingen die onder het Waalse Gewest ressorteren."

**Art. 22.** In artikel 238 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> § 3 wordt vervangen als volgt :

"§ 3. Voor de berekening van de geldelijke anciënniteit met een maximum van zes jaar komen ook in aanmerking :

1<sup>o</sup> de diensten gepresteerd in statutair of contractueel dienstverband bij de overheid van een andere Staat dan die bedoeld in § 1;

2<sup>o</sup> de diensten gepresteerd in de privésector;

3<sup>o</sup> de activiteitenperiodes als zelfstandige.

De in het eerste lid bedoelde duur wordt op tien jaar gebracht indien het diensten of activiteitenperiodes betreft, die overeenstemmen met een beroepservaring vereist bij de aanwerving."

2<sup>o</sup> er wordt een § 4 ingevoegd, luidend als volgt :

"Voor de berekening van de geldelijke anciënniteit met een maximum van vier jaar komen ook in aanmerking, de periodes waarin de ambtenaar ingeschreven is voor een doctoraat in een universitaire openbare of privé-instelling. Die maatregel is van toepassing op de ambtenaar die houder is van een academische graad van doctor van niveau 8 in de zin van artikel 6 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten alsmede op de ambtenaar die houder is van een academische graad van doctor gekregen in een buitenlandse universitaire instelling die als gelijkwaardig wordt erkend overeenkomstig het koninklijk besluit van 20 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften."

**Art. 23.** In artikel 277, § 2, 1<sup>o</sup>, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2008, worden de woorden "357,09 euro" vervangen door de woorden "434,71 euro".

**Art. 24.** In Boek I, titel XV, van hetzelfde besluit, wordt hoofdstuk VII dat de artikelen 283 tot 285 omvat, opgeheven.

**Art. 25.** In artikel 288 van hetzelfde besluit, wordt punt 1<sup>o</sup>*bis*, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 april 2005, vervangen door wat volgt :

"1<sup>o</sup>*bis* van titel III, hoofdstuk VII, Mutatie, hoofdstuk IX, Tijdelijke mutatie, en hoofdstuk XI, Interne of externe mobiliteit, met uitzondering van de bepalingen betreffende de externe mobiliteit."

**Art. 26.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 288*bis*, luidend als volgt :

"Art. 288*bis*. De stagiairs genieten de bevorderingen bedoeld in de artikelen 49, 56, § 1, eerste lid, en wat betreft het niveau A, 56, § 2, onder dezelfde voorwaarden als de ambtenaren in vast dienstverband."

**Art. 27.** In artikel 297*quater* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt de inleidende zin van het tweede lid vervangen als volgt :

"De wetenschappelijk attaché kan bij verhoging in graad bevorderd worden."

**Art. 28.** In artikel 303 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> het eerste lid wordt opgeheven;

2<sup>o</sup> na het tweede lid, dat het eerste lid wordt, wordt een nieuw tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

"De vergelijkende wervingsexamens voor een betrekking van wetenschappelijk attaché en wetenschappelijk adviseur houden een door de wetenschappelijke jury georganiseerde bijkomende proef in, zoals bedoeld in artikel 291, die bestemd is om na te gaan of het profiel van de geslaagde in overeenstemming is met de in te vullen betrekking."

**Art. 29.** In artikel 305, § 1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt het tweede lid vervangen door wat volgt :

"Het eerste lid, 2°, is niet van toepassing als het gaat om :

1° de Directie Opleiding van het personeel van de Waalse Overheidsdienst;

2° de directeur of de Directie Human Resources van de Waalse Overheidsdienst, wat betreft de stage."

**Art. 30.** In artikel 384, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt het woord "zeven" vervangen door het woord "negen".

**Art. 31.** In artikel 410, § 1, eerste lid, 2°, van hetzelfde besluit, worden de woorden "artikel 146ter, § 1, van de Codex over het Welzijn op het Werk" vervangen door de woorden "artikel 2 van het koninklijk besluit van 28 mei 2003 betreffende het gezondheidstoezicht op de werknemers".

**Art. 32.** Artikel 548 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"Voor zover de ambtenaar niet over een halte op minder dan één kilometer van zijn woonplaats of van zijn gewoontelijke werkplaats beschikt, wordt het geheel van de bedragen die door een gewestelijke openbare vervoersmaatschappij voor een vouwfiets gevraagd worden, bovendien ten laste genomen door het Gewest."

**Art. 33.** In Boek IV, titel II, hoofdstuk III, van hetzelfde besluit, wordt een afdeling V, die artikel 559bis omvat, ingevoegd, luidend als volgt :

"*Afdeling V* — Verplaatsingen op de weg naar het werk in het kader van terugroepingen, beschikbaarheidsdiensten ten huize of wachtdiensten ten huize.

**Art. 559bis.** In afwijking van de artikelen 547 tot 559 worden de verplaatsingen uitgevoerd op de weg naar het werk in het kader van terugroepingen, beschikbaarheidsdiensten ten huize of wachtdiensten ten huize in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 tot regeling van de valorisering van onregelmatige prestaties en van wacht- en terugroepingsprestaties en van de toekenning van toelagen betreffende specifieke werken vergoed overeenkomstig de regels bedoeld in de artikelen 519 tot 538.

In afwijking van artikel 530 wordt de ambtenaar die niet beschikt over een dienstvoertuig, toegelaten om een persoonlijk voertuig te gebruiken voor de verplaatsingen uitgevoerd op de weg naar het werk in het kader van terugroepingen, beschikbaarheidsdiensten ten huize of wachtdiensten ten huize in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 tot regeling van de valorisering van onregelmatige prestaties en van wacht- en terugroepingsprestaties en van de toekenning van toelagen betreffende specifieke werken."

**Art. 34.** In afdeling I van bijlage II bij hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 13 september 2007, 21 maart 2008, 27 maart 2009 en 23 december 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de tabel van niveau C, kolom "beroep" wordt aangevuld met de woorden "73bis. Mijnwerkershoofd" en "73ter. werkplaatshoofd in steengroeve";

2° in de tabel van niveau D worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in kolom "beroep", lijn "D1, D2 en D3 (Rang D3 bij de aanwerving) worden de woorden "80. administratief" ingevoegd;

b) in dezelfde kolom worden de woorden "80bis. steenhouwer" ingevoegd;

c) in kolom "beroep", lijn "D1, D2 en D3 (Rang D4 bij de aanwerving) worden de woorden "80. administratief" opgeheven;

**Art. 35.** In artikel afdeling IV, onderafdeling II, van bijlage II bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 2° wordt vervangen als volgt :

"2° een tweede proef voor de kenniscontrole (met een moeilijkheidsgraad die overeenstemt met het studieniveau vereist voor de aanwerving op niveau B) met betrekking tot :

a) voor het administratieve beroep, algemene materies in verband met de opdrachten van het Waalse Gewest, namelijk het bestuursrecht, de overheidsfinanciën en de overheidsopdrachten;

b) voor alle andere beroepen, op materies vervat in de studiecycclus die leidt tot het verkrijgen van het (de) bij de aanwerving vereiste diploma('s)";

2° in punt 3° worden de woorden "van rang B2" vervangen door de woorden "van rang B3".

**Art. 36.** In bijlage XIII bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt de weddeschaal D4 vermeld in de tabel betreffende de weddeschalen van niveau D, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2010, vervangen door de schaal vermeld in de bijlage bij dit besluit.

### HOOFDSTUK III. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden

**Art. 37.** Artikel 11 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2007 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 maart 2012, wordt opgeheven.

**Art. 37/1.** In artikel 16 van het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 maart 2012, worden de woorden "de artikelen 13, lid 2, en 15" vervangen door de woorden "de artikelen 13, lid 2, 15, 117 en 119bis".

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 7 juni 2007 tot toekenning van een toelage voor de kennis van de landstalen aan de ambtenaren en contractuele personeelsleden van de gewestelijke openbare diensten*

**Art. 38.** In het besluit van de Waalse Regering van 7 juni 2007 tot toekenning van een toelage voor de kennis van de landstalen aan de ambtenaren en contractuele personeelsleden van de gewestelijke openbare diensten wordt een artikel 1/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 1/1. Er wordt ook een toelage toegekend aan de ambtenaren en de contractuele personeelsleden van het Gewest die bewijzen dat ze een symbolentaal die met een landstaal overeenstemt, kennen voor zover ze toegewezen zijn aan een dienst in contact met het publiek of een dienst waarin die kennis nuttig is voor de communicatie binnen de dienst."

**Art. 39.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 2/2, luidend als volgt :

"Art. 2/2 Voor de toepassing van dit besluit wordt de kennis van een symbolentaal die met een landstaal overeenstemt, bewezen door het slagen voor een proef georganiseerd minstens één keer om de twee jaar door een jury bestaande uit één ambtenaar van niveau A van het Departement Beheer Human Resources van het Overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken van de Waalse Overheidsdienst die deze jury voorziet en uit twee personen die in deze taal deskundig zijn.

Het niveau vereist om voor die proef te slagen, is minstens gelijkwaardig aan het niveau van de diploma's of studiegetuigschriften die vereist worden voor de aanwerving in het niveau C."

**Art. 40.** In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden "350 euro" vervangen door de woorden "600 euro";

2° tussen het eerste en het tweede lid wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Er wordt slechts één toelage toegekend, ongeacht het aantal landstalen en overeenstemmende symbolentalen waarvan de ambtenaar of het contractuele personeelslid de kennis heeft bewezen."

HOOFDSTUK V. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 19 januari 2012 tot wijziging van de voorwaarden van de bevordering in de graden van directeur en staffuncties*

**Art. 41.** In het besluit van de Waalse Regering van 19 januari 2012 tot wijziging van de voorwaarden van de bevordering in de graden van directeur en staffuncties wordt artikel 4 aangevuld met volgende zin : "De bepalingen van artikel 53 betreffende beroepsselectietest blijven nochtans van toepassing op de betrekkingen die vóór 1 januari 2013 vacant zijn verklaard."

HOOFDSTUK VI. — *Slot- en overgangsbepalingen*

**Art. 42.** In afwijking van de artikelen 55 en 56 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarenencode, worden bevorderd bij schaalverhoging :

1° de eerstaanwezend gegradueerden in de schaal B1, in dezelfde voorwaarden als die, geldend voor de bevordering bij verhoging in graad tot de graad van eerste gegradueerde vóór 1 mei 2009;

2° de eerstaanwezend assistenten in de schaal C1, in dezelfde voorwaarden als die, geldend voor de bevordering bij verhoging in graad tot de graad van eerste assistent vóór 1 mei 2009.

De grens van zestien percent, als bedoeld in artikel 49, lid 1, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarenencode in de versie geldend vóór dit besluit wordt tegelijk berekend op grond van :

- het totaal van de ambtenaren van de betrokken niveaus van de Waalse Overheidsdienst;

- het totaal van de ambtenaren van de betrokken niveaus afkomstig van het Ministerie van het Waalse Gewest;

- het totaal van de ambtenaren van de betrokken niveaus afkomstig van het Ministerie van Uitrusting en Vervoer.

**Art. 43.** De begunstigde van de integratie, overeenkomstig artikel 80 van hetzelfde besluit zoals het van toepassing was tot 30 april 2009, wordt van rechtswege in vast dienstverband benoemd tot de aan zijn vorige graad gelijke of gelijkwaardige graad van de betrekking die als integratiemaatregel wordt toegekend.

**Art. 44.** Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na die waarin het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt, met uitzondering van :

1° artikel 43, dat uitwerking heeft vanaf 1 januari 2004;

1° de artikelen 10, 34, 2°, a en c en 42, die uitwerking hebben vanaf 1 mei 2009;

1° de artikelen 1, 2, en 23, die uitwerking hebben vanaf 1 december 2011;

4° de artikelen 6, 1°, 16, 19, 36, 37/1 en 40, 1°, die uitwerking hebben vanaf 1 januari 2012;

5° artikel 41, dat uitwerking heeft vanaf 9 februari 2012.

**Art. 45.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 oktober 2012.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

## BIJLAGE

Schalen	D4
Tussentijdse verhogingen	3/1 x 58,17 2/2 x 37,98 1/2 x 37,99 2/2 x 194,67 6/2 x 266,78 2/2 x 419,35 4/6 x 250,38
0	13 234,20
1	13 292,37
2	13 350,54
3	13 408,71
4	13 408,71
5	13 446,69
6	13 697,07
7	13 735,05
8	13 735,05
9	13 773,04
10	13 773,04
11	13 967,71
12	14 218,09
13	14 412,76
14	14 412,76
15	14 679,54
16	14 679,54
17	14 946,32
18	15 196,70
19	15 463,48
20	15 463,48
21	15 730,26
22	15 730,26
23	15 997,04
24	16 247,42
25	16 514,20
26	16 514,20
27	16 933,55
28	16 933,55
29	17 352,90
30	17 603,28

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2012 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende het Waalse ambtenarenapparaat.

Namen, 18 oktober 2012.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET